Le pacha et le directeur du cabinet du wali d'Agadir suspendus : Le Bureau politique de l'USFP rejette la démission de Tariq Kabbage

Actualité Agadir et région

Posté par: Visiteur

Publié le : 13-08-2011 01:23:22

Un coup de tonnerre dans un ciel bleu. La démission du maire d'Agadir, Tariq Kabbage, et des 27 conseillers usfpéistes de la capitale du Souss ne l'a pas été. Loin s'en faut puisqu'elle a été, en fait, le résultat d'un long processus de pressions, de vexations, de campagnes de désinformation et de déstabilisation qui n'avaient d'autres objectifs que de nuire à une expérience locale qui avait porté haut l'étendard de l'intégrité, de la probité, du respect de la loi et de la lutte contre les passe-droits et l'économie de rente. Bref, une volonté de tuer dans l'oeuf le rêve d'une ville attractive où les jeunes et les moins jeunes et, surtout, les couches les plus défavorisées pourraient trouver non seulement des espaces de vie, de socialisation et de scolarisation, mais aussi des emplois décents et un habitat salubre.

Dans ce cadre, les pressions exercées sur le maire et son équipe ont revêtu plusieurs formes. Outre les commissions diligentées pour enquêter sur des dossiers qui ne souffraient d'aucune anomalie et omettre de faire de même en ce qui concerne les projets dont les irrégularités patentes ont été le fait même des autorités publiques de la ville, la mairie n'a reçu aucune notification d'une quelconque conclusion concernant ces faits et méfaits.

Pis, les projets de la mairie ne recevaient pas d'aval du ministère de tutelle alors que ceux que les édiles locaux ont rejetés pour cause d'infraction à la loi étaient validés avec diligence.

La ville étant située sur une zone sismique, certains des projets qui ont vu le jour contre la volonté des édiles pourraient, qu'à Dieu ne plaise, représenter un véritable danger pour la vie des habitants.

Force est de constater, par ailleurs, que l'action du maire d'Agadir dans le domaine urbanistique ne pouvait que susciter l'ire des lobbys de l'immobilier, habitués aux exonérations d'impôts, aux passe-droits et autres prébendes.

« Face à mon refus de me plier à toutes leurs exigences et ma volonté d'appliquer les lois tout simplement, ils ont utilisé tous les moyens pour me nuire, prétendant que je bloque tout investissement dans la ville », précisera Kabbage dans l'écrit que notre confrère « Al Ittihad Al Ichtiraki » a publié hier et dont nous reproduisons aujourd'hui le texte intégral en langue française.

Dans celui-ci, le maire de la capitale du Souss précise que le fait qu'il ait été empêché de prendre part à la récente cérémonie d'allégeance a constitué une vexation de trop. D'où sa démission et celle de l'ensemble des élus ittihadis de la CU.

Face à une telle situation, le Bureau politique de l'USFP a diligenté mercredi une commission présidée par Habib El Malki et comprenant Mohamed Mouhib et Abdelhamid Jmahri.

A 18 heures, les membres des secrétariats provincial et régional ainsi que les élus usfpéistes de la

commune urbaine d'Agadir qui avaient été informés la veille de la réunion par le secrétariat du président avaient fait le déplacement vers la Maison d'hôtes, exception faite de trois d'entre eux qui étaient en voyage.

Au début de la réunion, Tarik Kabbage a pris la parole d'un ton grave pour dresser un état des lieux exhaustif des différents incidents qu'il a eu à affronter depuis le début de son second mandat et qui l'ont convaincu qu'il gênait beaucoup d'intérêts des différents lobbys et qu'il se devait de jeter l'éponge.

Les conseillers qui lui ont succédé dans la prise de parole ont été unanimes pour affirmer qu'étant donné que leur expérience était perçue comme gênante par tant de milieux influents et vu qu'ils l'assumaient collectivement, ils ne pouvaient que présenter leur démission de manière collective et solidaire.

La réunion ainsi entamée a été fort longue. Six heures durant, tout a été passé en revue dans ses moindres détails. A la levée des travaux, à 1 heure, la tension avait baissé.

Le communiqué publié à cet égard par le secrétariat provincial d'Agadir Idda Outanane, a insisté sur «le rejet par le Bureau politique de la démission » de Tariq Kabbage et annoncé son «attachement à lui en tant que pionnier d'une expérience ittihadie authentique respectant les valeurs et les principes du parti». Le BP a également rejeté la démission collective de l'équipe socialiste au sein du Conseil de la ville et appelé tout le monde à continuer à servir les intérêts des citoyens.

A également été réitéré en l'occasion l' «engagement du Bureau politique à réhabiliter la population d'Agadir représentée de manière démocratique en la personne du président du conseil de la ville et de l'équipe socialiste et à débloquer les décisions et projets structurant la ville, ainsi qu'à constituer une commission commune de suivi ».

D'après ce même communiqué, le Bureau politique de l'USFP a également « exprimé sa détermination à défendre la souveraineté populaire, telle qu'édictée par la Constitution, en tant qu'unique source de la légitimité des institutions, de l'organisation de leurs relations, de la consolidation des acquisitions actuelles des électeurs et de l'ensemble des citoyens ».

Les élus usfpéistes de la capitale du Souss, a conclu la même source, « se gardent le droit de prendre les mesures qu'ils estimeront nécessaires à la défense de l'indépendance de la décision communale ».

Il convient de préciser, par ailleurs, que le pacha et le directeur du cabinet du wali ont été suspendus de leurs fonctions dans l'attente d'éventuelles poursuites ou radiation.

Le ministère de l'Intérieur a également validé hier les projets d'Agadir qu'il avait gelés auparavant et le titulaire du portefeuille, en l'occurrence Taieb Cherqaoui, a décidé d'être désormais l'interlocuteur direct du maire d'Agadir aux lieu et place du wali et ce en ce qui concerne les projets et les problèmes de la ville.

Libération